

8 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur les relations franco-japonaises, à Tokyo le 8 juin 2013.

LE PRESIDENT : « Mesdames, Messieurs, cette visite va bientôt se terminer. Tout à l'heure, je m'adresserai à l'Ambassade à la communauté française au Japon. Mais je dois vous dire combien je suis satisfait de cette visite d'Etat. D'abord, par l'accueil qui nous a été réservé. Quand je dis « nous », c'est à la France.

Le Japon, avec l'Empereur, sa famille, le Premier ministre M. ABE, a voulu par cette hospitalité témoigner à la France de son amitié. Nous y avons été particulièrement sensibles. Nous avons saisi cette opportunité pour placer notre partenariat, celui entre la France et le Japon, au plus haut niveau et lui donner une nouvelle dimension.

D'abord, en matière de politique étrangère puisque nous avons convenu d'avoir une concertation régulière sur l'ensemble des dossiers internationaux, pas simplement ceux concernant l'Asie, mais de toute la planète parce que nous portons ensemble, France et Japon, un certain nombre de priorités. Par exemple, j'y reviendrai, sur la croissance économique dans le cadre d'une meilleure gouvernance du monde, mais aussi sur la préservation de l'environnement. Le Japon attend beaucoup de la conférence climat que nous allons organiser en 2015. Nous avons aussi sur le développement, le soutien aux pays les moins avancés, une même démarche. Nous allons d'ailleurs donner une preuve de cette solidarité avec l'Afrique, le Japon ayant tenu une conférence particulièrement utile ces derniers jours et ayant participé à la conférence des donateurs pour le Mali. Il était donc nécessaire de donner un cadre à cette relation politique. C'est ce que nous avons fait.

Une dimension également par rapport à la question de la paix et de la sécurité. Nous avons deux objectifs, France et Japon, c'est la lutte contre le terrorisme qui concerne tous les pays et aucun ne peut se sentir à l'abri ou protégé. Le Japon a été particulièrement frappé notamment par la prise d'otages qui a eu lieu en Algérie. Nous sommes également mobilisés dans la lutte contre la prolifération nucléaire, aussi bien par rapport au dossier de l'Iran que par rapport à celui de la Corée du Nord.

Dimension aussi pour notre partenariat économique. Nous avons avancé, j'allais dire, à grands pas. Nous avons démontré que les coopérations qui existent déjà, que les alliances industrielles qui ont été nouées, peuvent être de bons exemples de ce qu'il est possible de faire entre deux grandes économies, celle du Japon, celle de la France, à la fois pour multiplier les investissements sur nos territoires respectifs, augmenter les investissements japonais en France et favoriser les investissements français au Japon. Avoir également sur les échanges commerciaux la même position, notamment pour l'entrée dans la négociation sur l'accord commercial entre l'Europe et le Japon. Mais être aussi capable de nouer des alliances, des coopérations sous toutes les formes, pour conquérir de nouveaux marchés. Ce que nous avons réussi notamment en Turquie en concevant ensemble un nouveau réacteur nucléaire. Ce qui a été possible dans le domaine de l'énergie, doit l'être dans les domaines du numérique, de l'industrie agro-alimentaire, de l'électronique. Dans tous les domaines, nous pouvons concevoir des opérations de haut niveau.

Dimension enfin, je le révoquais, pour porter les thèmes de la croissance. Il y a un débat au Japon, depuis plusieurs semaines, sur la politique économique. Nous ne voulons pas prendre notre part dans cette discussion mais les thèmes qui sont aujourd'hui avancés peuvent être utiles au monde

ans cette discussion mais les thèses qui sont aujourd'hui avancées peuvent être utiles au monde entier. Il s'agit de donner justement davantage de place au soutien de l'activité, il s'agit d'avoir une conception des réformes structurelles qui vont dans le sens de la compétitivité et de thèses monétaires qui ne créent pas de distorsions de change mais donnent de la liquidité supplémentaire. Nous en avons discuté avec le Gouvernement japonais et je pense que nous pouvons nous féliciter de cette prise de conscience que le Japon comme l'Europe sont des puissances économiques. C'est ce que j'ai dit devant les chefs d'entreprise qui étaient réunis. Nous devons avoir une confiance en nous et ne pas simplement être hantés par les problèmes d'hier ou par les concurrences des pays émergents. Si nous sommes davantage encore en confiance, Europe et Japon, nous conquerrons davantage encore de place sur les marchés extérieurs. Je veux terminer par la culture et les échanges humains que nous voulons développer. La culture comme un point commun entre la France et le Japon et nous en avons donné ici une illustration. Mais également comme un levier pour l'économie car tout ce qui contribue à l'attractivité de nos pays va dans le sens du développement de l'emploi. La culture c'est à la fois l'élévation de l'esprit mais aussi un investissement avec des industries puissantes sur le plan culturel que nous avons en France et qui existent ici. Pas simplement à travers la fabrication de matériels mais de contenus. L'enjeu ce sont les contenus en matière culturelle. Nous pouvons y travailler ici avec le Japon. D'autant que nous avons voulu amplifier les échanges. Ici, tous les ministres ont été mobilisés pour que nous facilitions les mouvements, les mobilités aussi bien pour les jeunes étudiants, que pour les créateurs d'entreprises, que pour les chercheurs, que pour les universitaires, que pour les créateurs culturels. Nous voulons donner une plus grande facilité dans les déplacements et dans les mouvements.

Je termine donc cette visite avec le mot que j'ai utilisé qui doit marquer notre relation : la confiance. Nous avons confiance, confiance dans le Japon, confiance dans la relation entre l'Europe et le Japon et confiance dans notre avenir. »

QUESTION : « Bonjour Monsieur le Président, est-ce que vous pouvez à nouveau nous préciser ce qui, dans la recette japonaise pour sortir de la crise, peut intéresser l'Europe ? Est-ce que la dévaluation du yen, est-ce que la politique de relance sont des choses qui peuvent faire méditer l'Europe et surtout l'Allemagne ? Une autre question franco-française, rien à voir »

LE PRÉSIDENT : « La première n'étant pas comme chacun la compris »

QUESTION : « mais celle-ci, vous allez voir, est très franco-française : vos vacances et celles du gouvernement. On se souvient que l'été dernier, il y avait eu des critiques sur une présence insuffisante de vous et de votre gouvernement. Est-ce que vous avez des consignes particulières que vous avez passées à vos ministres ? Et pour vos vacances, comment vous allez les organiser ? »

LE PRÉSIDENT : « Le premier point : quel est-ce qui nous intéresse ? C'est la croissance. Si le Japon, par une politique économique, parvient à soutenir davantage son activité, à mettre plus de facilités dans son économie sur le plan de la liquidité, arrive à créer ce climat de confiance chez les investisseurs, il y aura des retombées positives pour toute l'Europe. Je rappelle que le Japon est la troisième économie du monde. Quand la troisième économie du monde repart, c'est bon pour toutes les autres économies. Après, il y a forcément des regards qu'il conviendra de porter sur la politique monétaire parce que, autant la valeur d'une monnaie doit correspondre à son économie, autant il ne convient pas de créer des distorsions de concurrence à travers des mouvements de change. Nous n'en sommes pas là. Sur le plan budgétaire, nous ne sommes pas dans une situation comparable. Il n'y a donc pas de leçon à tirer. Sur les réformes structurelles, le Japon a compris, comme nous, que la compétitivité était ?? pardonnez-moi l'expression une ardente obligation parce que si nous sommes pleinement dans la concurrence internationale, nous avons besoin d'être en avance et pas simplement de nous livrer à je ne sais quel abaissement de notre protection sociale ou de nos éléments fondateurs du contrat social. Si nous pouvons élever le niveau de la recherche, de l'innovation entre la France et le Japon, nous en tirerons que des bienfaits.

Quant aux vacances, nous sommes au début du mois de juin et il n'est pas dans mes intentions de partir. »

QUESTION : « Monsieur le Président, avant vous, lun de vos prédécesseurs à l'Elysée, M. Jacques CHIRAC, avait noué des relations très fortes avec le Japon. Vous avez énormément parlé de culture pendant ce voyage, décharges culturels avec le Japon. Est-ce quil y a une volonté de votre part dinscrire votre démarche dans celle de Jacques CHIRAC et est-ce que dans les entretiens que vous avez pu avoir, les représentants japonais vous ont demandé de ses nouvelles ? »

LE PRESIDENT : « Je pense quil y a toujours une continuité et je nai jamais conçu la politique étrangère comme une rupture. La France est la France parce que de président en président, nous avons porté un certain nombre dobjectifs. Après chacun le fait dans les circonstances qui, elles, peuvent évoluer mais avec ses propres objectifs. Pour ce qui concerne Jacques CHIRAC, cest vrai quil avait avec le Japon une relation particulière et, effectivement, les autorités du Japon mont demandé comment il allait. Je leur ai répondu. »

QUESTION : « Monsieur le Président, une récente étude du cabinet Ernst & Young fait état dune baisse dramatique de lattractivité de la France pour les investisseurs étrangers. Est-ce que cette situation vous inquiète ? Est-ce que vous avez déjà pensé au remède ? »

LE PRESIDENT : « Oui cette étude porte sur une période où nous nétions pas aux responsabilités. Il me serait donc commode de tirer un certain nombre de conclusions sur ce qui na pas été fait ou sur les retards qui ont été pris. Mais il ny a dattractivité que sil y a compétitivité. Lattractivité cest bien sûr des équipements publics, cest des soutiens qui peuvent être apportés par lEtat, les collectivités locales, un certain nombre dimplantations. Cest aussi le savoir-faire, la qualification des salariés. Cela peut être des éléments de coûts mais cest aussi une politique globale de compétitivité et la France reste un territoire où le niveau dinvestissements est très élevé, investissements étrangers venant en France. Mais nous devons faire attention car tout décrochage peut être une alerte et nous navons, de ce point de vue, pas perdu de temps puisque depuis un an nous avons multiplié les réformes - je les ai dailleurs présentées ici au Japon - pour favoriser linvestissement des entreprises étrangères en France, créatrices demplois. Prenons quelques exemples. Sur linnovation, sur le crédit dimpôt, sur la compétitivité, sur la réforme du marché du travail et, dune manière générale, sur une politique daccueil que nous avons voulu justement développer depuis un an autour de la notion de diplomatie économique. Cela vaut pour nos exportations, cela vaut aussi pour les investissements étrangers en France. Cette notion dattractivité, nous y sommes extrêmement attentifs et une de mes motivations en venant ici cétait justement de convaincre les investisseurs japonais de lutilité, pour eux et pour nous, davoir cette localisation en France. Pourquoi une localisation en France ? Parce que nous sommes le pays encore lun des plus attractifs en Europe. Venir en France, cest aussi venir en Europe pour conquérir un certain nombre de marchés. Cest ce point-là que nous devons aussi favoriser. Enfin, lattractivité cest aussi lattractivité touristique. Nous sommes la première destination au monde et nous entendons le rester et avec un volume de dépenses qui devrait être, lui aussi, augmenté. Par rapport à ce qui na pas été fait, cest vrai que ce rapport est un réquisitoire. Mais je constate, depuis un an, on nous demande de restaurer une compétitivité qui a été dégradée et on nous demande de faire vite. Quand les mêmes sont restés aux responsabilités pendant 10 ans et viennent découvrir létat du pays, même si certains avaient eu, disons, une plus précoce conscience, en parlant de faillite. »

QUESTION : « Monsieur le Président, vous évoquiez à linstant lattractivité. Cette attractivité concerne également les étudiants puisque vous y faisiez allusion, votre volonté dencourager léchange étudiant dans les deux sens mais notamment des étudiants japonais venant en France. Quel message vous avez à leur faire passer aux étudiants pour leur dire de venir étudier en France, chez nous, plutôt que dans un autre pays dEurope ? »

LE PRESIDENT : « Nous en avons parlé avec le Premier ministre japonais car la tradition au Japon nest pas davoir beaucoup détudiants à létranger. Ils en sont conscients, les Japonais. Ils veulent, eux-aussi, favoriser les études dans la plupart des grandes universités mondiales. Mais, nous-mêmes, nous devons nous mettre en état de répondre à cette possible sollicitation et vous avez parfaitement raison, il y a aussi une compétition entre les universités. Pour cela, il faut

dabord faciliter la circulation des étudiants. Depuis un an, cela vaut pour le Japon, pour la Chine, pour l'Inde, nous avons dit que nous ferions tout pour que tout étudiant, bien sûr avec l'appui de son université, qui veut venir travailler en France pour poursuivre ses recherches ou ses études nait aucune contrainte pour atteindre cet objectif. Je ne peux pas être plus clair. Nous mettrons en œuvre cette orientation avec constance sur les prochaines années. Restent les questions que nous connaissons : les bourses, le logement. Nous faciliterons les démarches pour un certain nombre d'étudiants que les universités auront à cœur de nous présenter, afin qu'il y ait cet accompagnement.

Enfin, pour attirer des étudiants qui ne sont pas francophones, il en existe, mais qui veulent étudier en France vous savez qu'une disposition a été introduite et elle a fait débat pour que ces étudiants pendant un court moment, puissent être formés toujours en langue anglaise mais ensuite être formés en langue française. De façon à ce qu'il n'y ait pas d'obstacle et aucun frein à l'arrivée d'étudiants étrangers en France parce que c'est un enjeu. De la même manière, c'est un enjeu quand on a ces étudiants, qui ont poursuivi leurs cursus jusqu'à un certain point, de pouvoir les faire travailler pendant un temps. C'est la raison pour laquelle nous avons abrogé une circulaire qui existait et qui freinait, qui empêchait même que ces étudiants puissent faire un stage ou un contrat de courte durée dans une entreprise française pour ensuite revenir dans leur propre pays. Nous allons donc montrer ces partenariats aussi avec ces étudiants et ces universités. »

QUESTION : « Monsieur le Président, il y a eu une séance de signature de contrats dont un accord sur le nucléaire qui a été accueilli d'une façon assez mitigée par une certaine, par une grande partie de la population qui reste très sceptique face au programme de relance du nucléaire dans ce pays. Comment vous réagissez à ce scepticisme et au fait que certains disent que la France est un petit peu utilisée pour faire passer un programme qui n'est pas encore accepté par tout le monde ? »

LE PRÉSIDENT : « Chaque pays détermine souverainement sa politique énergétique. Nous ne voulons, en aucune manière, intervenir sur les choix, en l'occurrence, du Japon. Le Japon fera ce qu'il pensera avoir à faire en matière d'approvisionnement énergétique ou de production d'énergie. Mais de toute manière, quel que soit son choix, nous avons à coopérer pour plus de sûreté, pour avoir le plus haut niveau, France, Japon, d'autres pays, pour qu'il n'y ait aucun doute sur la fiabilité des centrales. L'autorité de sûreté française est reconnue comme l'une des meilleures du monde, je ne vais pas dire la meilleure. Qu'il y ait donc une coopération entre notre autorité de sûreté et les autorités de sûreté dans le monde, nous y sommes favorables.

Deuxièmement, il y a des démantèlements de centrales à imaginer. Il y a des centrales qui vont fermer dans le monde. Et là encore notre industrie doit être à la pointe. Elle l'est d'ailleurs. Reste la question de la production nucléaire. Nous sommes en coopération avec le Japon pour un réacteur. La preuve, c'est que nous le présentons à la Turquie. Nous travaillons donc ensemble et, ensuite, chaque pays décide de poursuivre ou d'arrêter son programme nucléaire. Il n'y a pas de doute à avoir. La France ne fait pression en aucune façon et permet à notre technologie, à nos ingénieurs, à nos entreprises d'être en coopération avec toutes les entreprises qui le voudront. »

QUESTION : « Monsieur le Président, vous avez parlé tout à l'heure de l'angoisse des Japonais et des Français face à l'avenir, face à la concurrence des pays émergents, face à cette croissance qui ne revient pas. Parmi ces angoisses en France, il y a la retraite, le rapport MOREAU sera remis la semaine prochaine au Premier ministre. Il demande des efforts à tous, des entreprises aux retraités en passant par les fonctionnaires. Dans quel état d'esprit abordez-vous cette réforme qui s'annonce comme très importante de votre quinquennat ? Merci. »

LE PRÉSIDENT : « Je suis toujours admiratif sur la capacité que vous avez à poser des questions. Vous auriez pu par exemple dire : quel est-ce que vous pensez du système de retraites au Japon ou du vieillissement de la population ? Il y a un rapport qui va être bientôt publié. Il va mettre sur la table toutes les options. Il ne va pas en sélectionner quelques-unes, il va mettre tout, de manière à ce que la concertation puisse être engagée avec les partenaires sociaux sur toutes les solutions possibles. Le gouvernement, ensuite, fera ses choix après concertation. »

QUESTION : « Monsieur le Président, les mauvais chiffres de la participation aux élections partielles des Français de l'étranger récemment ont laissé entendre qu'il pourrait être remis en

partielles des Français de l'étranger récemment ont laissé entendre qu'il pouvait être remis en question la représentativité des Français de l'étranger et notamment peut-être la suppression de cette représentation. Que pouvez-vous nous dire sur ce sujet pour éventuellement rassurer les Français de l'étranger ? »

LE PRESIDENT : « C'est un système nouveau qui a été proposé avec l'introduction de 11 circonscriptions qui représentent les Français de l'étranger. Il n'y a pas eu une participation considérable lors du scrutin général. Encore moins pour les élections partielles. Mais il n'est pas aujourd'hui d'actualité de changer les modes de scrutin. Cela s'inscrira dans une réforme globale. »

QUESTION : « Monsieur le Président, j'ai une question sur votre politique énergétique, surtout nucléaire de votre pays. Est-ce que vous avez changé votre cap c'est-à-dire de diminuer la dépendance nucléaire puisque vous avez uniquement évoqué les fermetures de Fessenheim ? Est-ce que vous allez continuer pendant votre premier mandat ou pas ? »

LE PRESIDENT : « Merci d'abord de parler du premier. J'ai pris des engagements, ils seront tenus. Il y a un débat qui est ouvert sur ce que nous appelons la transition énergétique. La ministre qui est ici présente, Delphine BATHO, le mène. Nous en aurons la conclusion vers la fin de l'année avec déjà des premiers éléments lors de la conférence environnementale du mois de septembre. Nous allons tirer tous les enseignements de ce qui sera dit par, à la fois les organisations non gouvernementales, les grandes associations, les élus locaux, les industriels, mais il y aura une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité. Après, à quel rythme, c'est le débat qui le dira. »

QUESTION : « Monsieur le Président, je voulais poser une question sur la relation de la France avec la Chine. Les Chinois ont annoncé l'ouverture d'une enquête anti-dumping sur les importations de vins européens, contre la taxe urbaine sur les panneaux solaires chinois. D'abord, que pensez-vous de cette mesure ? On dit que vous avez proposé un sommet européen pour aborder ce sujet. Mais M. BARROSO semble être réticent. Comment assurez-vous la cohésion de l'Europe ? »

LE PRESIDENT : « Nous aurons un Conseil européen à la fin du mois de juin. Nous en parlerons à l'évidence car nous devons avoir une position commune. C'est la Commission européenne qui nous représente pour la politique commerciale. Nous en débattons aussi avec la Commission européenne. Car ce qui est important, c'est que ce soit tous les pays européens qui défendent les mêmes thèses mais en laissant la Commission prendre sa responsabilité. »

QUESTION : « Hier, dans votre conférence de presse, vous avez expliqué que, ici, ils n'avaient pas de commission asiatique pour surveiller les budgets. On y a vu une critique de la Commission européenne »

LE PRESIDENT : « Vous avez eu tort. Mais il y a des faits. Nous, nous avons des engagements. Nous participons à une zone monétaire. Nous avons signé et ratifié des traités. Nous devons donc les respecter. C'est aussi simple que cela. Le Japon a d'autres libertés mais d'autres contraintes aussi. Je veux simplement dire que nous ne pouvons pas adopter les mêmes politiques économiques. Vous auriez pu me dire : nous avons une politique monétaire différente. Oui, bien sûr puisque nous avons le euro. Le Japon a le yen. Ce n'est pas la même chose même si, ici, la Banque centrale est également indépendante. Face à des situations différentes, qu'est-ce que nous pouvons faire ? Aller dans la même direction, avec des instruments qui peuvent être distincts. Mais aller dans la même direction, plus de croissance, plus de soutien à l'activité, ce qui n'empêche pas d'avoir des politiques de compétitivité. Ici, au Japon, ils parlent aussi de réformes structurelles. C'est un mot gigogne où on met tout ce qu'on ne sait pas nommer ou que l'on ne peut pas nommer dans les politiques structurelles. Je pense que c'est toujours la difficulté de passer à l'acte. Nous l'avons fait pour une partie avec l'accord entre les partenaires sociaux, nous le ferons aussi dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, où les partenaires sociaux seront également appelés à discuter sur les indemnités du chômage, en faisant en sorte que ce ne soit pas au détriment des demandeurs d'emploi mais en faveur de l'emploi. Chacun, même s'il a de la liberté, budgétaire ou monétaire, est donc obligé de faire tout pour que la compétitivité, au meilleur sens du terme, c'est-à-dire la compétitivité pour prendre de l'avance, pas pour reculer, puisse être privilégiée. Voilà Mesdames et Messieurs le terme de ce voyage, je vous en remercie.

».

».